

Le Plan d'investissement extérieur de l'Union européenne : un nouveau partenariat pour le développement

Par Neven MIMICA

Commissaire européen à la Coopération internationale et au Développement

Il y a quelques jours seulement, les 7 et 8 juin, la communauté mondiale du développement et le secteur privé se sont donné rendez-vous à Bruxelles pour la 11^{ème} édition des Journées européennes du développement. L'un des thèmes principaux des discussions a été l'investissement dans le développement. En effet, depuis l'adoption par les Nations Unies des 17 Objectifs de développement durable (ODD), les questions du financement du développement et donc des investissements sont apparues plus cruciales que jamais.

À l'échelle internationale, les donateurs de l'aide publique au développement y consacrent chaque année environ 127 milliards d'euros. À eux seuls, l'Union européenne et ses États membres constituent les plus gros pourvoyeurs, contribuant à plus de la moitié du montant total de l'aide publique au développement (75,5 milliards d'euros en 2016). Pourtant de tels montants devront être considérablement accrus pour atteindre les Objectifs de développement durable : ce sont entre 3 000 et 4 000 milliards d'euros environ qui seront nécessaires chaque année à travers le monde. À noter également que l'aide publique au développement couvre moins d'un vingtième des besoins en aide internationale.

Les bénéfices d'un tel effort d'investissement sont clairs : réduire la pauvreté, mais aussi assurer la croissance de l'économie mondiale. Face à de tels enjeux, les ressources publiques allouées sont trop limitées. L'aide au développement a besoin de s'appuyer sur de nouvelles sources de financement.

C'est dans ce contexte qu'à l'automne 2016, la Commission européenne a présenté une proposition pour un Plan d'investissement extérieur de l'Union européenne (PIE). Ce plan entend encourager les investisseurs privés à participer au développement durable des pays partenaires de l'Union européenne. Nous souhaitons stimuler les investissements privés, notamment là où des marchés économiquement viables peuvent contribuer à satisfaire certains besoins de la société et là où les fonds publics peuvent jouer un rôle de levier dans la mobilisation de ces fonds privés.

Prenons l'exemple des femmes entrepreneurs, en Afrique. Les banques sont souvent réticentes à leur consentir des prêts, même lorsque leurs projets commerciaux et leurs plans de développement sont solides. En fournissant une garantie aux banques qui leur avanceront de l'argent, tout en proposant à ces femmes entrepreneurs une assistance technique, nous pouvons les aider à lancer, puis à développer leurs projets.

Cette stratégie nous permettra d'accroître l'impact de chaque euro d'argent public dépensé. La Commission européenne est prête à investir dans ce plan un budget de 4,1 milliards d'euros. Nous comptons sur ces fonds publics pour agir comme un levier devant permettre de mobiliser un peu plus de 44 milliards d'euros d'investissements d'ici à 2020, en réduisant le risque encouru par des investisseurs privés lorsqu'ils s'engagent dans des contextes périlleux. Nous espérons que les États membres de l'Union et d'autres partenaires contribueront également à cette initiative afin d'augmenter le volume des investissements. L'assistance technique que nous apporterons aidera à consolider ces projets, et des initiatives seront mises en place pour améliorer l'environnement réglementaire et politique dans nos pays partenaires afin d'y faciliter l'investissement. Nous sommes convaincus qu'un tel soutien politique, combiné avec des investissements privés, permettra de faire une réelle différence.

Nous avons déjà appliqué cette logique, avec succès, dans l'Union européenne, avec ce que l'on appelle le Plan Juncker. Nous l'adaptions aujourd'hui au contexte spécifique de nos pays partenaires, en commençant par l'Afrique et les pays voisins de l'Union européenne. En effet, depuis la crise économique mondiale de 2008, l'instabilité et les conflits se sont aggravés dans ces régions, avec pour conséquence un accès réduit aux financements rendant ainsi impossibles des investissements pourtant nécessaires. La pression migratoire a ainsi été exacerbée.

Mais l'Union européenne ne se contente pas d'être le principal contributeur au développement international. Elle entend également en être le meilleur acteur. Avec la signature récente du nouveau Consensus pour le développement – un document stratégique ratifié conjointement par l'Union européenne et les États membres et redéfinissant la coopération européenne au développement –, nous alignons notre action au niveau européen sur le programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, mais nous sommes résolus à mener une coopération encore plus étroite.

Nous entendons grâce à cela franchir un pas de géant dans le processus d'éradication de la pauvreté et concrétiser le développement durable à travers le monde.

Gommant la distinction traditionnelle entre pays donateurs et pays bénéficiaires, le caractère universel de l'Agenda 2030 de l'ONU reconnaît notre responsabilité partagée et notre destinée commune. Il est de la responsabilité des États non seulement de rendre des comptes pour assurer une mise en œuvre réussie de ce nouvel Agenda, mais aussi d'impliquer l'ensemble des parties prenantes, en incluant notamment le secteur privé.

Il est clair qu'atteindre les Objectifs de développement durable constitue un défi pour les 193 pays membres des Nations Unies, en particulier pour les plus fragiles et les moins avancés économiquement. Nous avons donc besoin d'approches innovantes. Le Plan d'investissement extérieur de l'Union européenne en est une : il vient compléter nos politiques et nos instruments de développement traditionnels, ainsi que les efforts déployés par nos partenaires bénéficiaires pour mobiliser efficacement leurs ressources domestiques. Je suis convaincu qu'en agissant de cette façon nous ouvrirons de nouvelles perspectives au financement du développement. Nous pourrions ainsi transformer l'objectif ambitieux d'un développement durable en une réalité dont nous pourrions tous être fiers.